

L'étude comparée des politiques publiques provinciales : un laboratoire à explorer

Geneviève Tellier

Volume 30, numéro 1, 2011

Comparer le Québec : approches, enjeux, spécificités

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1006061ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1006061ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tellier, G. (2011). L'étude comparée des politiques publiques provinciales : un laboratoire à explorer. *Politique et Sociétés*, 30(1), 95–115.
<https://doi.org/10.7202/1006061ar>

Résumé de l'article

L'objectif de cet article est de fournir une synthèse des écrits comportant une analyse comparée provinciale canadienne dans le domaine des politiques publiques. Notre intention est de faire ressortir les principales spécificités de la recherche menée sur ce thème jusqu'à maintenant, en portant une attention particulière à la manière dont les provinces canadiennes sont perçues par les auteurs : pourquoi s'intéressent-ils aux provinces ? Nous tenterons aussi d'identifier quels sont les bénéfices que procure l'utilisation des provinces canadiennes : quelles leçons avons-nous apprises grâce à l'analyse provinciale comparée et quelles sont les pistes futures de recherche prometteuses ?

L'étude comparée des politiques publiques provinciales : un laboratoire à explorer

Geneviève Tellier
Université d'Ottawa
gtellier@uottawa.ca

L'objectif de cet article est de fournir une synthèse des écrits comportant une analyse comparée provinciale canadienne dans le domaine des politiques publiques. Notre intention est de faire ressortir les principales spécificités de la recherche menée sur ce thème jusqu'à maintenant, en portant une attention particulière à la manière dont les provinces canadiennes sont perçues par les auteurs: pourquoi s'intéressent-ils aux provinces? Nous tenterons aussi d'identifier quels sont les bénéfices que procure l'utilisation des provinces canadiennes: quelles leçons avons-nous apprises grâce à l'analyse provinciale comparée et quelles sont les pistes futures de recherche prometteuses?

This article aims to provide a summary of the writings on the topic of comparative analysis of Canadian provinces in the area of public policy. Our intention is to highlight the main characteristics of the research conducted on this subject thus far, paying close attention to how Canadian provinces have been used by the authors: why do they study Canadian provinces? We will also try to identify the benefits offered by the use of Canadian provinces: what lessons have we learned through comparative provincial analysis and what are the promising future research avenues?

En 1973, le directeur d'un ouvrage collectif disait à propos de l'analyse comparée des provinces canadiennes:

The area of provincial government can be described as—to use a phrase once used by Professor Harry Cassidy with reference to local government—“the dark continent” of Canadian political science. The area has been so badly neglected that no book has yet been written on the government of British Columbia and none in English on Quebec, to say nothing of a general comparative book on provincial government. (Rowat, 1973a: 5)

Il est heureux de constater que la situation s'est améliorée depuis. Il est maintenant possible de trouver plusieurs titres à propos du système politique de la Colombie-Britannique alors que le Québec suscite assurément l'intérêt des politologues des autres provinces. Malheureusement, on ne peut conclure qu'il se soit développé un intérêt aussi marqué pour l'analyse provinciale comparée. Plusieurs observateurs ont déploré le faible degré d'attention et de ressources consacrées à ce champ de recherche au fil des ans (Cairns, 1972; Chandler et Chandler, 1982;

Dunn, 1996a; 2001; Imbeau *et al.*, 2000; Brownsey et Howlett, 2001) et ce constat est encore juste de nos jours. Il est vrai qu'il existe des études qui s'intéressent à l'analyse comparée provinciale, mais leur nombre est nettement insuffisant en regard de la place qu'occupent les provinces sur la scène politique canadienne.

Et pourtant, l'analyse comparée provinciale est intéressante à plus d'un titre. Par exemple, on constate que les gouvernements provinciaux canadiens jouissent d'une grande autonomie en matière de prise de décision lorsqu'on les compare à la plupart des entités fédérées des autres pays. Leurs budgets discrétionnaires sont importants (ensemble, les budgets provinciaux comptent pour près de la moitié de toutes les dépenses des administrations publiques canadiennes) et ils ont des responsabilités étendues dans de très nombreux domaines d'intervention publique. Par ailleurs, on ne peut ignorer le fait que les dix provinces coexistent au sein d'une même fédération. C'est donc en raison à la fois de leur autonomie et des liens qui les unissent que les provinces canadiennes sont susceptibles de se distinguer les unes des autres sur de nombreux aspects tout en partageant plusieurs traits communs. Grâce à l'analyse comparée provinciale, on peut parvenir à mieux identifier et expliquer les similarités et les différences provinciales.

L'analyse comparée provinciale devrait tout particulièrement intéresser les analystes de politiques publiques. Qu'ils soient chercheurs ou praticiens, ceux-ci sont appelés fréquemment à participer à la formulation, à l'implantation et à l'évaluation de ces politiques. En observant et en comparant les initiatives instaurées par divers gouvernements, il devient possible d'identifier dans quelles circonstances un programme donne des résultats désirables (ou non) et de tenter d'expliquer pourquoi. Plus généralement, l'analyse comparée provinciale est une stratégie de recherche qui convient tout particulièrement bien aux études dont le but est de décrire ou d'expliquer l'origine et la nature des politiques publiques. Elle peut aussi être employée pour identifier des solutions afin de résoudre des problèmes de choix publics. Et quiconque s'intéresse aux politiques publiques d'une seule province peut bénéficier des comparaisons provinciales. D'une part, la portée des résultats tirés de l'étude d'un seul cas est d'autant plus grande que ceux-ci sont corroborés par l'analyse d'autres cas. D'autre part, les programmes mis en place ailleurs peuvent être utilisés comme points de repère pour juger de la performance d'une politique donnée.

Au regard des avantages que procure l'analyse comparée, il est surprenant de constater que cette approche n'a pas été utilisée plus fréquemment pour étudier les politiques publiques des gouvernements provinciaux canadiens. Sans vouloir nous arrêter aux causes possibles de ce peu d'intérêt (bien qu'il s'agisse là d'un sujet qui mériterait très certainement d'être approfondi), il nous semble opportun de présenter un bilan des études qui ont été menées jusqu'à ce jour en utilisant cette stratégie de recherche. Bien qu'il ne soit pas possible de parler d'une véritable tradition de recherche en analyse comparée provinciale pour le moment, on peut recenser près de 200 titres publiés sur ce thème au cours des 40 dernières années, dont une majorité ont paru au cours des deux dernières décennies. Il semble donc pertinent de présenter quelle a été la contribution de ces études et d'identifier des pistes de recherche qui mériteraient d'être explorées afin de tirer pleinement avantage du potentiel de l'analyse comparée. Ce faisant, nous pourrions mieux connaître et comprendre les politiques publiques provinciales.

Dans cette optique, nous examinerons les analyses qui se sont intéressées aux politiques publiques d'au moins deux provinces canadiennes. Il est à souligner que nous ne traiterons ni des études portant sur d'autres dimensions de l'analyse politique (telles que l'étude des systèmes électoraux, de la culture politique, des relations fédérale-provinciales), ni des études utilisant les politiques publiques provinciales en tant que facteurs explicatifs d'autres phénomènes (par exemple l'effet de la taxation sur le comportement des consommateurs). Nous définissons les politiques publiques comme étant toutes les activités relatives à « ce que le gouvernement décide de faire ou de ne pas faire » (Dye, 2002 : 1). Elles peuvent donc se présenter sous plusieurs formes et s'observer dans divers domaines. Comme nous le verrons, les comparaisons provinciales ont été effectuées pour plusieurs raisons différentes. Cela a donné lieu à l'utilisation de diverses techniques d'analyse comparative, chacune comportant des avantages et des limites. Notre analyse cherchera à mettre en évidence ces avantages et ces limites. Mais avant de commencer, il semble opportun de présenter brièvement les principaux arguments qui justifient l'utilisation de la méthode d'analyse comparée et d'expliquer pour quelles raisons plusieurs jugent que les provinces canadiennes se prêtent tout particulièrement bien à une telle stratégie de recherche.

La richesse de la scène provinciale canadienne : notre laboratoire d'analyse

Bien qu'il n'existe pas un consensus sur la définition exacte de ce qu'est l'analyse comparée, il semble néanmoins que le point commun à toutes les recherches comparatives menées dans le domaine des sciences sociales consiste à faire une comparaison systématique entre au moins deux sociétés, deux cultures ou deux nations (Sasaki, 2004). Selon certains, il ne peut y avoir d'accroissement des connaissances sans analyse comparée : « À la base de toute preuve scientifique [...] on trouve un processus de comparaison, d'identification des différences, ou de mise en contraste. Toute apparence de savoir absolu ou intrinsèque sur un sujet singulier est illusoire. » (Campbell et Stanley, 1963, cités et traduits dans Imbeau, 2005 : 18) L'un des principaux avantages de l'analyse comparée, notamment par rapport à l'analyse de cas unique, réside dans son désir d'établir des généralisations. En comparant plusieurs cas distincts, on cherche à déterminer si des phénomènes observés dans certaines circonstances s'observent aussi dans d'autres et à expliquer pourquoi (King *et al.*, 1994 ; Lees, 2006).

Mais même si elle est souvent jugée être une stratégie de recherche supérieure à d'autres, l'analyse comparée doit aussi relever certains défis. Parmi ceux-ci, la question de la validité interne des résultats retient tout particulièrement l'attention. Ce problème (qui survient lorsqu'il existe une probabilité relativement élevée que les causes d'un phénomène à expliquer n'aient pas été identifiées correctement) est susceptible de se produire fréquemment dans le cadre d'analyses comparatives, car la présence même de cas multiples constitue une source importante de variations entre les unités étudiées. Afin d'augmenter la fiabilité des résultats, il faut parvenir à identifier les principaux facteurs (sinon tous) susceptibles d'expliquer les variations observées entre les unités analysées. Plus les cas étudiés sont nombreux et variés, plus le nombre de paramètres à considérer doit être élevé. Le défi consiste donc à identifier ces phénomènes (et, à cet égard, les théories utilisées ne sont pas toujours

très utiles), à les mesurer adéquatement (ce qui exige de très bien connaître les spécificités de chaque cas étudié) et à les analyser conjointement (mais plus ces variables sont nombreuses, plus l'analyse devient détaillée et complexe).

Pour pallier ce problème de validité, plusieurs préconisent l'emploi de cas qui se ressemblent. Ainsi, Arend Lijphart (1971) suggère d'observer des cas pour lesquels il existe suffisamment de variations à propos des facteurs explicatifs mais très peu de variations pour les autres dimensions (les variables de contrôle). Les provinces canadiennes répondent très bien à ce critère puisqu'elles partagent plusieurs traits communs sans toutefois être identiques les unes aux autres. Elles présentent certaines similitudes, notamment à propos de leurs institutions économiques lesquelles reposent sur une économie de marché faisant une large place au secteur privé, leurs institutions politiques issues de la tradition parlementaire, leur structure démographique caractérisée par une population plutôt vieillissante et assez diversifiée. Par ailleurs, on observe des différences à propos de certaines caractéristiques socioéconomiques telles que la répartition de la richesse, la structure du marché de l'emploi, la taille de la population, l'origine ethnique et la culture (la langue au premier chef), etc. Le tableau 1 offre un bref aperçu de quelques-unes de ces variations provinciales.

Tableau 1
Données socioéconomiques, par province, 2008

	Population (en milliers)	Produit intérieur brut (PIB)		Taux de chômage	Personnes nées à l'étranger (% population)*	Population urbaine (% population)*
		(en millions \$)	(\$ par habitant)			
Terre-Neuve- et-Labrador	508	31 458	61 937	13,2	1,6	58
Île-du-Prince- Édouard	140	4 716	33 734	10,8	3,1	45
Nouvelle-Écosse	938	34 209	36 458	7,7	4,6	56
Nouveau-Brunswick	747	27 288	36 515	8,6	3,1	50
Québec	7 751	301 479	38 898	7,2	9,9	80
Ontario	12 929	587 905	45 472	6,5	26,8	85
Manitoba	1 208	50 886	42 124	4,2	12,1	72
Saskatchewan	1 016	64 323	63 310	4,1	5,0	64
Alberta	3 585	291 662	81 354	3,6	14,9	81
Colombie- Britannique	4 382	199 214	45 466	4,6	26,1	85

* Données du recensement de 2001.

Source : Statistique Canada, Statistiques par sujet, tableaux sommaires, disponible en ligne (<http://www40.statcan.gc.ca/z01/cs0002-fra.htm>), dernière mise à jour : 3 septembre 2009.

Tableau 2
La scène politique provinciale en 2009

	Parti au pouvoir*	Nombre de mandats consécutifs	Présence d'un gouvernement minoritaire au cours des dix dernières années**	Votes reçus par le gouvernement aux dernières élections (%)	Taux de participation aux dernières élections (%)	Femmes élues (% des députés)
Terre-Neuve-et-Labrador	PC	2	Non	60,6	60,2	22,9
Île-du-Prince-Édouard	Lib.	1	Non	52,9	83,8	25,9
Nouvelle-Écosse	NPD	1	Oui (6)	45,2	57,9	23,1
Nouveau-Brunswick	Lib.	1	Oui (3)	47,2	67,5	12,7
Québec	Lib.	3	Oui (2)	42,1	57,4	29,6
Ontario	Lib.	2	Non	42,3	52,1	27,1
Manitoba	NPD	3	Non	47,8	56,8	31,6
Saskatchewan	PS	1	Oui (4)	50,9	76,0	22,4
Alberta	PC	11	Non	52,7	40,6	20,5
Colombie-Britannique	Lib.	3	Non	45,8	51,0	29,4

* PC: Parti conservateur, Lib.: Parti libéral, NPD: Nouveau Parti démocratique, PS: Parti saskatchewanais.

** Le chiffre entre parenthèses indique le nombre de budgets présentés par un gouvernement minoritaire au cours des dix dernières années.

Sources: données compilées à partir des résultats officiels de scrutins tels que publiés par les directeurs généraux des élections provinciales.

Depuis quelque temps, les analystes des politiques publiques, tant au Canada qu'à l'étranger, s'intéressent à l'étude de l'influence des facteurs d'ordre politique sur les activités gouvernementales. Il faut dire que pendant longtemps les thèses formulées par les économistes ont bénéficié d'une forte popularité, plusieurs chercheurs ayant suggéré que les facteurs économiques exerçaient une plus grande influence sur la taille des activités de l'État que les facteurs politiques (thèse popularisée entre autres par Dye, 1966 et Alt et Chrystal, 1983). Depuis, bon nombre de politologues ont tenté de démontrer (avec un certain succès) que les facteurs politiques importent eux aussi. Les provinces canadiennes se prêtent particulièrement bien à l'analyse des phénomènes politiques, car on y trouve une gamme variée d'événements. C'est notamment le cas sur le plan de l'idéologie des partis politiques, un facteur souvent considéré comme étant l'une des principales causes de l'intervention gouvernementale (il est supposé que des gouvernements qui adhèrent à différentes positions idéologiques adoptent des politiques publiques différentes). Par exemple, il y a eu 135 élections générales provinciales au cours des 50 dernières années (1960-2009) qui ont porté au pouvoir 27 gouvernements de gauche (néo-démocrates ou péquistes), 40 gouvernements libéraux et 68 gouvernements de droite (créditistes,

conservateurs ainsi que l'Union nationale et le Parti saskatchewanais). D'autres facteurs distinguent les provinces les unes des autres : l'intensité de la compétition électorale entre les partis politiques, la longévité des partis politiques au pouvoir, l'intérêt de la population pour les enjeux politiques, la représentation des femmes dans les institutions politiques, pour n'en nommer que quelques-uns. Le tableau 2 illustre certaines de ces variations. On observe aussi des variations liées aux choix budgétaires des gouvernements provinciaux (voir le tableau 3).

Tableau 3
Données budgétaires des administrations publiques, par province,
2008/2009

	Dépenses des administrations publiques			Transferts fédéraux reçus, \$ par habitant	Dette nette de l'administration provinciale, \$ par habitant**	Taux provincial d'imposition des particuliers le plus élevé
	provinciales, \$ par habitant	locales, \$ par habitant*	provinciales et locales en % du PIB			
Terre-Neuve-et-Labrador	13 245	2 391	22,6	2 263	18 799	16,50
Île-du-Prince-Édouard	11 997	2 028	35,5	3 769	9 329	16,70
Nouvelle-Écosse	10 542	2 700	32,9	2 849	12 598	17,50
Nouveau-Brunswick	11 509	1 247	34,3	3 299	7 609	15,95
Québec	12 079	3 599	35,7	2 245	13 549	20,00
Ontario	9 528	4 319	25,1	1 153	8 880	11,16
Manitoba	10 884	3 255	29,5	2 958	10 080	17,40
Saskatchewan	12 228	3 710	22,3	1 367	8 672	15,00
Alberta	12 983	4 812	16,9	1 039	-8 247	10,00
Colombie-Britannique	10 400	3 297	25,9	1 224	3 770	14,70

* Données de 2007. Contrairement aux administrations provinciales, les états financiers des administrations locales couvrent l'année civile, du 1^{er} janvier au 31 décembre. L'exercice financier des administrations provinciales s'étend du 1^{er} avril au 31 mars.

** En date du 31 mars 2006.

Sources : Statistique Canada, Statistiques sur le secteur public, système de gestion financière, catalogue no 68-213X (aussi disponible dans la base de données CANSIM, tableaux 385.0001 et 385.0014) et Ministère des Finances, Gouvernement du Canada, Soutien fédéral aux provinces et aux territoires, disponible en ligne (<http://www.fin.gc.a/fedprov/mtp-fra.asp>), dernière mise à jour : janvier 2009.

Bien qu'il existe plusieurs raisons pour lesquelles les analystes canadiens de politiques publiques s'intéressent aux provinces canadiennes, il semble pertinent de se demander si l'expérience provinciale suscite aussi l'attention d'observateurs étrangers. *A priori*, rien ne semble empêcher un tel intérêt : si les provinces canadiennes sont suffisamment semblables à d'autres cas, elles peuvent très certainement être utilisées pour des fins de comparaison. Par ailleurs, parce que les provinces

sont réunies au sein d'une fédération, il est permis de penser qu'elles peuvent notamment susciter l'intérêt des analystes d'autres systèmes fédéraux. Par contre, il est aussi possible de traiter la scène provinciale comme un laboratoire d'analyse pour comprendre les politiques publiques de gouvernements nationaux. En effet, les provinces ont plusieurs traits qui les font ressembler plus à des États autonomes qu'à des entités fédérées : leurs responsabilités sont importantes et couvrent un large éventail de domaines, elles gèrent elles-mêmes leurs finances, elles ont des pouvoirs de taxation étendus, elles possèdent l'autorité d'encourir des déficits (ou décider de les interdire), elles n'ont pas l'obligation légale de se soumettre à la volonté d'un conseil fédéral, etc. Les principales responsabilités étatiques qui échappent à leur contrôle sont la défense, la diplomatie et la monnaie, soit des domaines pour lesquels on observe une volonté de coopération plus étroite entre les États. Alors que de plus en plus de pays cherchent à se rapprocher les uns des autres par le biais d'une intégration économique ou politique plus poussée (pensons à l'Union européenne), plusieurs observateurs étrangers commencent à manifester de l'intérêt pour le laboratoire provincial canadien (voir, par exemple, l'étude présentée par Théret, 2002). Bref, l'analyse comparée provinciale s'avère non seulement nécessaire pour mieux comprendre de nombreux phénomènes se produisant au pays, elle peut aussi être mise à profit afin de tirer des leçons qui pourraient être utiles ailleurs.

Les axes de recherche

Bien que l'analyse comparée provinciale ne se caractérise pas par une forte tradition de recherche, on constate que les études menées jusqu'à ce jour utilisent diverses stratégies de recherche (Chandler et Chandler, 1982; Dunn, 2001). Ces stratégies se distinguent notamment les unes des autres par leur degré de complexité : certaines analyses traitent du cas d'une seule politique publique adoptée dans quelques provinces (une approche que l'on peut juger relativement simple), alors que d'autres portent sur l'ensemble des politiques publiques dans les dix provinces (approche complexe). Par contre, la complexité de l'analyse ne va pas nécessairement de pair avec le degré de détail recherché : des études qui pourraient être jugées relativement simples en raison de l'éventail des politiques publiques ou du nombre de provinces étudiées peuvent néanmoins être très riches en détails et en nuances. Cette richesse a notamment été relevée par Louis M. Imbeau et ses collaborateurs (2000). S'inspirant de la classification proposée par Charles Ragin (1987), ces auteurs constatent que les analyses comparées provinciales font usage de l'une des deux grandes approches suivantes : celle ciblant l'étude des variables ou des déterminants des politiques publiques (*variable-oriented strategy*) et celle s'inspirant de la tradition des études de cas (*case-oriented strategy*). Alors que l'étude des déterminants des politiques publiques vise en premier lieu à identifier des traits communs à plusieurs unités, l'analyse de cas multiples tente plutôt de mettre à jour les spécificités historiques et institutionnelles des unités étudiées. Il convient de souligner que les deux traditions de recherche poursuivent le même objectif qui consiste à employer plusieurs observations dans le but d'établir des généralisations. Toutefois, les stratégies utilisées pour y parvenir sont clairement différentes : l'analyse des déterminants met l'accent sur l'étude des similarités entre les provinces, alors que l'analyse de cas multiples mise sur les différences.

S'il est possible de recenser un bon nombre d'études comparées provinciales adoptant l'une ou l'autre de ces deux perspectives, il en existe d'autres qui ne se prêtent pas très bien à ce classement. Par exemple, plusieurs études ont été effectuées dans le but de fournir une description des événements et des phénomènes ayant eu cours sur la scène provinciale sans chercher à tirer avantage des différences ou des similitudes des provinces canadiennes. D'autres se sont plutôt intéressées à analyser les relations et les influences entre les provinces canadiennes. Par conséquent, il semble plus juste d'identifier quatre axes de recherche distincts, à savoir les analyses descriptives, les analyses statistiques, les analyses de cas multiples et les analyses des interactions. Si tous ces axes utilisent les provinces canadiennes comme unités d'analyse, chacun le fait pour des raisons différentes. Il est en conséquence pertinent de faire une synthèse des principales caractéristiques des études menées dans chacun de ces axes de recherche jusqu'à maintenant.

Pour débiter, on peut se demander combien d'études comparées provinciales traitant des politiques publiques ont été publiées jusqu'à ce jour. Il n'est pas aisé de fournir un chiffre précis, car l'analyse des politiques publiques couvre de nombreux champs d'intervention, sur une période de temps relativement longue. D'autres ont tenté de recenser les études provinciales comparées avant nous et leur sélection bibliographique peut servir de point de départ. L'inventaire le plus exhaustif est probablement celui présenté par Rowat en 1973. Sa bibliographie annotée contient une liste d'environ 500 titres (489 titres selon nos propres calculs), dont près du tiers (179) abordent l'analyse provinciale comparée (*comparative and cross-provincial*). Toutefois, la très grande majorité des études comparées identifiées par Donald C. Rowat (1973b) abordent l'étude de phénomènes qui ne se rapportent pas directement aux politiques publiques (dont l'étude des comportements électoraux, des partis politiques, des groupes d'intérêt). Ainsi, nous n'avons identifié que dix articles scientifiques ou chapitres de livre et 21 livres traitant spécifiquement de thèmes relatifs aux politiques publiques provinciales dans sa bibliographie. La faible présence d'études comparées sur les politiques publiques provinciales s'observe aussi dans d'autres sélections bibliographiques publiées à la fin des années 1970 ou au début des années 1980 (Chandler et Chandler, 1979; Gregor, 1986). Toutefois, il semble que l'intérêt pour l'analyse des politiques publiques provinciales ait augmenté par la suite. Ainsi, Christopher Dunn (2001) recense 107 études comparées provinciales dont près du tiers (29) traitent directement de politiques publiques; la plupart de ces études ont été publiées dans les années 1980 et 1990 (21 études). Pour leur part, Louis Imbeau et Guy Lachapelle (1994) ont identifié 33 études empiriques ayant analysé simultanément les politiques publiques des dix provinces canadiennes; plus de la moitié de ces études (18) ont paru à partir des années 1980.

À partir des sélections bibliographiques déjà publiées et en y ajoutant quelques (rares) titres omis ainsi que les études parues plus récemment (à partir des années 1990), nous avons identifié 138 analyses sur les politiques publiques provinciales comparées publiées de 1970 à 2009 inclusivement¹. Il s'agit d'études qui se sont intéressées à décrire ou à expliquer des politiques publiques observées dans au

1. Il nous semble moins pertinent de retenir les publications parues avant les années 1970, en raison de l'analyse déjà présentée par Rowat en 1973. Notre recherche a été effectuée en utilisant les catalogues des bibliothèques de l'Université d'Ottawa, de l'Université Carleton et de Bibliothèque et Archives Canada, les catalogues des éditeurs canadiens et les moteurs de recherche de la base de données *Web of Science*.

moins deux provinces, parues soit dans des revues savantes (96 titres recensés) soit sous forme de livre publié par des éditeurs canadiens (42 titres)². Près de la moitié des livres recensés (23 plus exactement) sont des ouvrages collectifs regroupant une sélection plus ou moins grande de chapitres (de deux à plus de dix) rédigés par divers auteurs (certains de ces ouvrages traitent exclusivement de politiques provinciales alors que d'autres abordent aussi des thèmes plus généraux nationaux, voire internationaux). En tenant compte des chapitres de livres, c'est près de 200 études qui ont été publiées en lien avec les provinces canadiennes dans une perspective comparée. Quant aux articles scientifiques, les trois quarts ont paru dans des revues savantes canadiennes (soit 69 articles dont 27 dans la revue *Administration publique du Canada*, 23 dans *Analyse des politiques*, 13 dans la *Revue canadienne de science politique*, 3 dans la *Revue d'études canadiennes*, 1 dans les *Cahiers canadiens de sociologie*, 1 dans la *Revue fiscale canadienne* et 1 dans la *Politique et Sociétés*). L'anglais est clairement la langue de communication privilégiée : seulement quatre articles ont été publiés en français. Le tableau 4 brosse un sommaire de la répartition des articles parus dans les revues savantes selon les quatre axes de recherche qui seront discutés ci-dessous. Nous pouvons constater que certains axes de recherche se sont avérés plus populaires que d'autres jusqu'à présent.

Tableau 4
Nombre d'études comparées provinciales sur les politiques publiques publiées dans les revues savantes, 1970-2009

	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2009	Total
Les analyses descriptives	2	4	11	12	29
Les analyses statistiques	3	7	13	13	36
Les études de cas multiples	0	4	9	5	18
L'analyse des interactions	2	1	5	6	14

L'analyse descriptive

Les études appartenant à cet axe de recherche ont pour principal objectif de fournir un compte-rendu des politiques publiques observées dans les provinces canadiennes. Ces études vont brosser un portrait de la situation provinciale soit à partir de l'analyse de données agrégées provinciales (on étudie donc *les* provinces canadiennes), soit en se penchant sur le cas individuel de chaque province. Le

2. Plus précisément, les éditeurs membres de l'Association des presses universitaires canadiennes. Contrairement à d'autres auteurs ayant établi des sélections bibliographiques, nous n'incluons pas les études présentées à des conférences, les rapports de groupes de recherche et les thèses universitaires (il ne nous semble pas possible de tous les recenser). Si l'on se fie à la sélection présentée par Jan Gregor (1986), les thèses universitaires sont nombreuses. Quant aux ouvrages, notre recherche se limite à ceux publiés par des éditeurs canadiens (contrairement aux articles de revues scientifiques, il n'existe pas (encore) de moteur de recherche permettant de dresser une liste suffisamment complète et détaillée de titres parus à l'étranger); notre recension n'a pas la prétention d'être exhaustive. Par contre, il est raisonnable de supposer que la littérature publiée par les éditeurs canadiens représente bien l'état de la recherche sur les analyses provinciales comparées.

but recherché est de présenter une description des politiques publiques et non de proposer ou de vérifier la pertinence d'une explication. En fait, la seule explication que l'on se permet est de reconnaître que les activités gouvernementales provinciales peuvent être différentes d'une province à l'autre, ou différentes de celles d'autres gouvernements (notamment du gouvernement fédéral). Toutefois, on ne cherche pas à expliquer la présence (ou l'absence) de différences provinciales. Bien que les analyses descriptives n'aient pas un pouvoir explicatif très élevé, elles ont néanmoins leur place dans les milieux de la recherche scientifique : toute tentative d'explication doit débiter par de bonnes descriptions (King *et al.*, 1994). Par conséquent, le fait que l'on cherche à décrire les actions des gouvernements provinciaux traduit un intérêt marqué pour l'analyse provinciale.

Il n'est pas aisé de rendre compte de l'activité gouvernementale observée dans chacune des dix provinces. D'une part, il faut pouvoir disposer de suffisamment de ressources (temps et argent) pour pouvoir se consacrer à l'analyse de plusieurs entités distinctes. D'autre part, les analyses descriptives ne se prêtent pas très bien aux critères de publication utilisés par les revues savantes, celles-ci exigeant habituellement des analyses courtes et succinctes qui favorisent l'explication plutôt que la description. L'analyse de Simon McInnes (1977) parue dans la revue *Administration publique du Canada*, qui consacre une cinquantaine de pages à la description des rôles des organes de surveillance des politiques budgétaires (comités législatifs des comptes publics et vérificateurs généraux) de chacune des dix provinces, est plutôt l'exception à la règle. Malgré ces contraintes, on constate qu'un nombre important d'articles scientifiques de nature descriptive ont été publiés et le sont encore de nos jours. Ces analyses brossent habituellement un portrait général de la situation en utilisant quelques indicateurs aisément quantifiables de l'activité gouvernementale. Voir, à titre d'exemple, l'analyse de Gerald A. Bierling et ses collaborateurs (2000) sur la mobilité des employés du secteur public ; celles de Gerard W. Boychuk (2002) sur les politiques de santé, de Martin K. Luckert et F.J. Salkie (1998) sur les politiques forestières et d'Aidan R. Vining (1983) sur les entreprises publiques. Les livres constituent aussi une source importante d'analyses descriptives. Un de leurs principaux atouts est de pouvoir fournir une étude plus détaillée des politiques provinciales. On peut recenser plusieurs titres traitant de divers thèmes tels que la gestion du personnel du secteur public (Hodgetts et Dwivedi, 1974 ; Lindquist, 2000), les politiques sociales (Ismael, 1985 ; Blake et Keshen, 2006), environnementales (Brubaker, 2007 ; Adkin, 2009), le commerce international (Bernier et Binette, 1988 ; Kukucha, 2008), le processus de décision au sein du pouvoir exécutif (Pal et Taras, 1988 ; White, 2005) ou les politiques budgétaires (Bird, 1970 ; Maslove *et al.*, 1986 ; Perry, 1989 ; Ip, 1991). Les ouvrages collectifs se prêtent bien à ce type d'analyse car ils permettent de faire appel à l'expertise de plusieurs spécialistes. Plusieurs ouvrages collectifs offrent ainsi une sélection d'analyses portant sur divers thèmes tels que les budgets provinciaux, les politiques de santé, l'environnement, les sociétés de la Couronne (mentionnons, par exemple, les ouvrages dirigés par Rowat, 1973c ; 1981 ; 1991 ; Bellamy *et al.*, 1976 ; Crête *et al.*, 1994 ; Dunn, 1996b ; 2008 ; Crête, 2006). On note aussi une tendance qui semble gagner en popularité au cours des dernières années, qui consiste à décrire plus méthodiquement les politiques provinciales de chacune des dix provinces : un chapitre, rédigé par un spécialiste (ou groupe de spécialistes), est consacré à chacune des provinces (parmi les titres les plus récents, mentionnons : Bernier *et al.*, 2005 ; Dutil, 2008 ; Hyson, 2009 ; Sancton et Young, 2009).

Enfin, certains auteurs ont voulu aborder l'analyse descriptive des provinces sous un angle différent, en se demandant comment les choix publics des provinces évoluent à travers le temps. Rapidement, on a cherché à savoir si les provinces tendent à adopter des comportements similaires au fil des ans (thèse de la convergence) ou si des différences subsistent (thèse de la divergence). Pour David J. Elkins et Richard Simeon (1980), ces deux forces sont à l'œuvre. Ils constatent, par exemple, que les choix budgétaires (principalement ceux liés aux domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux) affichent une remarquable similarité entre les provinces. Par contre, ils notent la présence de traits provinciaux distinctifs, notamment à propos de la culture politique, de la sensibilité des habitants des provinces aux enjeux régionaux (et ce, pas uniquement au Québec), des comportements et des préférences des électeurs. Des études plus récentes viennent appuyer l'analyse de David J. Elkins et Richard Simeon (Lachapelle, 1994a; Atkinson et Bierling, 1998; Dunn, 2001; James et Kriekhaus, 2008) : les provinces divergent sur bien des points même s'il semble possible d'identifier certains facteurs qui pourraient les inciter à adopter des comportements similaires (par exemple, l'existence des paiements de transferts fédéraux).

L'analyse statistique

Un deuxième axe de recherche utilisé pour l'analyse comparée des politiques publiques provinciales tente de tirer avantage du potentiel « statistique » du laboratoire provincial. Le but est de tirer des conclusions qui soient les plus fiables possible à partir de l'analyse d'un nombre élevé d'observations. Pour ce faire, on a généralement recours à des méthodes plus ou moins élaborées de procédures d'analyse statistique. La démarche la plus utilisée de nos jours consiste à employer simultanément des données de séries chronologiques de plusieurs unités d'analyse (*pooled time-series and cross-sectional analyses*). Ce faisant, on peut aisément disposer de plusieurs centaines d'observations (par exemple, des données annuelles recueillies auprès des dix provinces pour une période de 30 ans fournissent un échantillon de 300 observations; il s'agit là d'un nombre appréciable pour l'analyse des politiques publiques). Ces données sont analysées dans le but d'identifier les déterminants des choix publics et ainsi formuler des généralisations à propos de l'intervention publique. Contrairement aux études descriptives, les analyses statistiques cherchent à expliquer les choix publics plutôt qu'à les décrire.

On constate que plusieurs études publiées dans les revues savantes s'inscrivent dans cet axe de recherche. Si quelques analyses statistiques ont été publiées avant les années 1970 (Shoyama, 1966; Michas, 1969), la plupart sont beaucoup plus récentes, à partir des années 1990 (voir le tableau 4). Cette popularité somme toute nouvelle peut sans doute s'expliquer par le fait qu'il est maintenant plus facile d'employer les techniques d'analyse statistique appropriées pour mener ce type d'étude (grâce à un plus large accès aux ordinateurs et aux logiciels et à une meilleure diffusion des connaissances relatives aux méthodes d'analyse statistique). On peut aussi penser que la popularité observée ici a été influencée par l'intérêt grandissant pour

l'utilisation des techniques d'analyse statistique ailleurs dans le monde (notamment aux États-Unis et en Europe). Les études quantitatives seraient même vues plus favorablement que les études qualitatives chez les politologues³.

La présence d'une influence étrangère se remarque aussi à propos des thèmes étudiés. Règle générale, on utilise les observations provinciales pour tester empiriquement les explications qui retiennent le plus l'attention ailleurs. Ainsi, un bon nombre d'analyses statistiques utilisant des données provinciales se sont intéressées à étudier la croissance de l'État-providence, l'influence partisane et des cycles électoraux sur les activités de l'État ou encore les effets de la mondialisation (Lachapelle, 1994b; Pétry *et al.*, 2000; Tellier, 2005; 2009; Pickup, 2006). Beaucoup plus rarement on a tenté d'analyser des phénomènes qui seraient spécifiquement canadiens. À cet égard, l'étude publiée par William M. Chandler (1977) fait figure d'exception. L'auteur se penche sur l'influence que pourrait exercer la présence de mouvements socialistes provinciaux (représentés par les partis d'opposition CCF-NDP) sur les politiques publiques adoptées par les gouvernements provinciaux centristes et de droite. Il constate l'existence d'un phénomène de *contagion vers la gauche* au Canada: les gouvernements de centre et de droite dépenseraient davantage en présence d'une forte opposition de la gauche.

Malgré sa popularité, l'analyse statistique comparée comporte aussi certaines limites qu'il convient de souligner. Premièrement, on constate que ce sont les phénomènes qui sont aisément quantifiables qui font l'objet de ces études, puisque les techniques d'analyse utilisées requièrent l'utilisation de données quantitatives. Ainsi, la très grande majorité des études ont privilégié l'emploi des dépenses publiques en tant qu'indicateurs de l'activité gouvernementale jusqu'à maintenant (qu'il s'agisse des dépenses totales ou de dépenses relatives à un secteur précis d'intervention tel que la santé, l'environnement, l'éducation, etc.). Pourtant d'autres formes de l'activité gouvernementale pourraient être analysées (pensons notamment aux discours publics ou encore à la réglementation).

Deuxièmement, ces études requièrent que des données provinciales existent et soient comparables d'une province à l'autre. Mais il n'y a aucune certitude que cela soit le cas. À vrai dire, les gouvernements provinciaux n'ont pas manifesté jusqu'à ce jour un grand intérêt à produire et à rendre publics des rapports qui rendent compte de leurs propres activités (McArthur, 2007) ni à présenter des informations qui puissent être comparées d'une province à l'autre. Cette remarque s'applique même à propos des indicateurs budgétaires, puisque chaque province est libre d'utiliser ses propres conventions comptables pour la préparation et la présentation de ses états financiers. Cependant, il existe une certaine volonté chez quelques observateurs externes de préparer des données provinciales uniformes. À cet égard, les enquêtes nationales menées par Statistique Canada peuvent s'avérer particulièrement utiles. Cependant, comme c'est le cas lorsque l'on emploie des données secondaires, les choix effectués pour la cueillette et la compilation des données peuvent ne pas correspondre aux besoins de la recherche. Sans remettre en question la qualité de ces enquêtes, nous constatons que les données ainsi que la méthodologie employée par Statistique Canada font rarement l'objet d'un examen, même sommaire, de

3. Il a été estimé que les études quantitatives publiées par des politologues canadiens sont citées deux fois plus souvent que les études qualitatives (Montpetit *et al.*, 2008).

la part de ceux qui les utilisent⁴. Plus généralement, il existe un très faible intérêt pour le développement de bases de données provinciales. Parmi les efforts déployés, soulignons les comptes-rendus publiés par la Fondation canadienne sur la fiscalité (*Canadian Tax Foundation*), sur les politiques budgétaires (principalement en matière de taxation), ainsi que les données compilées par le Centre d'analyse des politiques publiques de l'Université Laval, notamment à propos des discours publics provinciaux⁵. Par contre, il est très surprenant de constater qu'il n'existe pas encore de base de données détaillée qui permette de mesurer la position idéologique des partis politiques provinciaux. À notre connaissance, seuls Sohrab Abizadeh et John A. Gray (1992) ont cherché à créer une mesure de la position idéologique des gouvernements provinciaux. Leur mesure permet d'identifier l'idéologie de chacun des gouvernements provinciaux élus entre 1966 et 1986 sur une échelle de 1 (droite) à 10 (gauche)⁶.

Troisièmement, il importe de souligner que les analyses statistiques présentent des résultats qui correspondent à des moyennes. Par exemple, si l'on utilise des observations provenant des dix provinces, on obtient des estimés qui représentent une moyenne pour les dix provinces. Cette approche permet de tirer des généralisations. En revanche, il n'est pas certain que les généralisations établies illustrent bien le cas individuel de chacune des dix provinces. Pour vérifier que les explications tirées des analyses statistiques sont aussi valables pour chacune des provinces, il faudrait pouvoir les étudier séparément. En analysant une seule province à la fois, on perd l'avantage statistique d'utiliser un grand nombre d'observations : 20 ou 30 données annuelles ne constituent pas habituellement un nombre suffisant d'observations pour pouvoir effectuer des analyses de séries chronologiques (et il est généralement difficile d'avoir accès à des séries de données couvrant de plus longues périodes de temps). Par contre, il existe d'autres techniques d'analyse qui permettent de formuler une appréciation générale sur la qualité des généralisations établies (par exemple, la procédure du *jackknife analysis* qui consiste à obtenir des estimés par itérations, en retranchant une province à la fois). Nous remarquons toutefois que ces techniques ne sont que rarement employées⁷.

L'analyse de cas multiples

Alors que les analyses statistiques tentent de tirer avantage des similitudes entre les provinces, les études appartenant au troisième axe de recherche adoptent une position contraire. Cette fois-ci, l'objectif est de déterminer s'il existe des différences et d'expliquer pourquoi. Cette approche délaisse le traitement statistique des données pour se concentrer sur une analyse plus détaillée d'un secteur précis d'intervention publique. Nous nous trouvons donc en présence d'analyses de cas comparés. Les études appartenant à cet axe de recherche sont peu nombreuses en comparaison

-
4. Parmi les rares études à se prêter à cet exercice, citons celle de Louis M. Imbeau et ses collaborateurs (2001) ainsi que la nôtre (Tellier, 2005).
 5. L'observatoire de l'administration publique de l'École nationale d'administration publique vient tout juste de lancer (mars 2010) un nouveau site web dédié à la comparaison interprovinciale des administrations publiques (consulté sur Internet (<http://etatscanadiens-canadiangovernments.enap.ca/fr/nav.aspx?sortcode=1.0.0>) le 4 juin 2010).
 6. Cette mesure fut construite en se basant sur l'opinion d'experts (politologues, historiens et sociologues) qui ont été consultés lors d'un sondage.
 7. Nous avons employé ce type de démarche dans notre récente étude (voir Tellier, 2009).

des analyses descriptives et statistiques. De plus, elles ne semblent pas avoir gagné en popularité au cours des dernières années (voir le tableau 4). Pourtant, elles sont tout particulièrement susceptibles d'expliquer pourquoi les politiques publiques des provinces ne semblent pas converger (un phénomène mis à jour par les analyses descriptives). Parmi les analyses de cas multiples qui ont été publiées, nous pouvons mentionner la contribution de Gerard W. Boychuk (1998) **qui a examiné les conditions** qui ont mené au développement des programmes provinciaux d'assistance sociale. Cet auteur constate qu'il existe des différences provinciales marquées dans le développement des programmes qui, encore de nos jours, donnent lieu à la présence de régimes provinciaux nettement distincts. Howard A. Palley (2006), s'intéressant aux politiques en matière d'avortement, a observé lui aussi des divergences provinciales, et ce, malgré la volonté du gouvernement fédéral d'offrir un programme national d'accès à ces services : il existe des mouvements d'opposition régionaux suffisamment importants pour contrer des initiatives nationales. Nous portons une attention particulière à ces deux études, car elles font partie des rares analyses de cas qui comparent les politiques publiques des dix provinces canadiennes. Habituellement, les études de cet axe de recherche s'intéressent à deux ou trois provinces, parfois quatre. C'est l'Ontario qui occupe une place de choix, cette province étant utilisée dans la grande majorité des cas. Viennent ensuite au deuxième rang, sur un pied d'égalité, la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Québec. Ce sont donc les quatre provinces les plus peuplées et les plus riches qui retiennent l'attention. Et les comparaisons se font généralement entre ces quatre provinces, les comparaisons entre le Québec et l'Ontario et entre l'Ontario et l'Alberta étant les plus populaires.

L'analyse des différences provinciales se fait principalement en examinant l'influence des institutions. Certains tentent de comprendre comment les contextes économique, politique et historique interagissent avec les institutions politiques. Ainsi, Rodney Haddow et Thomas Klassen (2006), analysant les politiques relatives au marché de l'emploi dans quatre provinces (Québec, Ontario, Alberta et Colombie-Britannique), démontrent comment le développement et les caractéristiques de certaines institutions provinciales (soit celles ayant trait à l'État-providence, au régime de production économique ainsi qu'au système de partis) influencent les choix publics. D'autres s'intéressent davantage aux structures caractérisant la nature des relations entre les décideurs publics (politiciens, fonctionnaires, par exemple) et les divers acteurs présents dans la communauté (citoyens, groupes d'intérêt, communautés d'affaires, etc.). Les résultats empiriques suggèrent que la nature des réseaux de politiques publiques mis en place constitue une source de variations entre les provinces (Skogstad, 1987; Montpetit et Coleman, 1999; Wallner, 2008). Mais peu importe les institutions examinées, on se rend compte rapidement que les études sont encore trop peu nombreuses pour permettre de tirer des conclusions plus précises. L'analyse comparée de cas provinciaux est un domaine de recherche qui demeure sous-utilisé. Il conviendrait aussi de se demander pourquoi les analyses se concentrent pour l'essentiel sur quatre provinces. La Saskatchewan, le Manitoba ainsi que chacune des provinces de l'Atlantique ont très certainement été des lieux où d'intéressants phénomènes se sont produits (il n'y a qu'à penser à l'adoption du premier programme universel canadien d'assurance-maladie instauré par la Saskatchewan en 1962).

L'analyse des interactions

Ce sont les analyses traitant des relations et des influences interprovinciales qui sont les moins populaires. Il est surprenant de constater que le thème de l'interdépendance entre les provinces canadiennes a été et demeure encore largement ignoré par les analystes des politiques publiques, même si les premières analyses relatives à cet axe de recherche apparaissent durant les années 1970 (Poel, 1976; Gartner, 1977). On semble davantage s'intéresser aux rapports entre le gouvernement fédéral et les provinces plutôt qu'à la nature des relations entre les provinces elles-mêmes. Pourtant, les quelques études qui se sont penchées sur cette question suggèrent toutes qu'il y aurait des liens relativement complexes entre les provinces canadiennes. Par exemple, certains ont remarqué que plusieurs projets de loi présentés par les gouvernements provinciaux ont été adoptés dans un laps de temps relativement court, ce qui indiquerait que les provinces pourraient être influencées par ce qui se fait ailleurs. De surcroît, certaines provinces pourraient être qualifiées de leaders en ce qui concerne l'adoption de politiques publiques innovantes (Poel, 1976; Lutz, 1989; Gow, 1992; 1994). Or, comme James M. Lutz nous le rappelait en 1989, s'il est possible qu'un comportement d'émulation existe sur la scène provinciale, d'autres facteurs pourraient aussi expliquer pourquoi des projets de loi sont présentés et adoptés durant une certaine période. Il est donc nécessaire de poursuivre la recherche sur ce thème. De nos jours, c'est-à-dire 20 ans plus tard, cette observation est toujours pertinente : le thème de la diffusion des innovations en matière de politiques publiques provinciales ne suscite pas l'intérêt qu'il semble mériter. Pourtant, ce domaine de recherche retient l'attention ailleurs, notamment aux États-Unis à propos des États américain⁸.

Un autre aspect des relations interprovinciales a trait à la compétition entre les provinces. Cette compétition se justifierait soit pour s'approprier des ressources rares (par exemple, attirer des firmes qui créent des emplois), soit pour signaler ses bonnes performances (*yardstick competition*). Il est habituellement supposé que cette compétition mène à un nivellement vers le bas (*race to the bottom*): faible taux de taxation, coupures budgétaires, prédominance des considérations de court terme au détriment du long terme, etc. Il est heureux de constater que l'hypothèse de la compétition provinciale a finalement été examinée, assez récemment. Sous la direction de Kathryn Harrison (2006), un ensemble de textes traitant de diverses politiques publiques provinciales (taxation des entreprises, développement économique régional, législation sur le tabac, politiques environnementales, politiques d'assistance sociale, détermination du salaire minimum) ont étudié plus en détail cette question. Les analyses présentées dans cet ouvrage s'entendent : si une forme de compétition semble exister entre les provinces, elle ne peut néanmoins expliquer à elle seule l'adoption des politiques provinciales. Par contre, certains indices provenant d'autres analyses semblent suggérer que la compétition interprovinciale pourrait être plus importante lorsque la responsabilité des politiques publiques est partagée avec le gouvernement fédéral (Jenkin, 1983; Harrison, 1996; Harris, 1998; Baylis et Furtan, 2003). Mais, encore une fois, il est difficile d'émettre un jugement à propos des phénomènes à l'œuvre, le nombre d'études étant encore nettement insuffisant.

8. Voir par exemple l'étude d'Andrew Karch (2007). Pour une recension plus complète sur le thème des interactions, consulter Robert J. Franzese et Jude C. Hays (2008).

Conclusion

L'objectif de notre étude était de dresser un portrait de l'état actuel de la recherche menée sur le thème de l'analyse comparée provinciale dans le domaine des politiques publiques. Le principal constat que nous pouvons dresser est le suivant : il existe bel et bien maintenant un intérêt réel pour l'analyse comparée provinciale comme en fait foi la littérature disponible sur ce sujet. Toutefois, il est décevant de devoir constater que les études publiées ne sont pas plus nombreuses : nous avons à notre disposition un riche terrain d'analyse (ou laboratoire de recherche) qui permet d'étudier une grande variété de phénomènes liés aux choix publics à partir de différents axes de recherche. Ce fait est encore trop souvent négligé.

Notre survol de la littérature nous a permis d'identifier quatre axes distincts de recherche. Deux de ces axes montrent des signes encourageants : on connaît de mieux en mieux chacune des provinces grâce aux analyses descriptives (et il est heureux que des éditeurs désirent publier ces analyses) et on s'intéresse de plus en plus au traitement statistique des données provinciales. Par contre, les deux autres axes de recherche sont les parents pauvres de la discipline : les études de cas multiples sont encore trop peu nombreuses et se concentrent habituellement sur quelques provinces seulement (souvent les mêmes). Il est désolant de constater la rareté des analyses portant sur les interactions provinciales. Pourtant ce domaine d'étude aborde des thèmes de recherche en lien avec plusieurs grands problèmes actuels. Alors que l'on s'interroge de plus en plus sur les effets de la mondialisation et sur la nécessité d'établir des politiques publiques communes qui dépassent le cadre des frontières traditionnelles (pensons, par exemple, aux questions d'environnement ou encore à la récente crise financière), il devient pertinent de se pencher sur les mécanismes de diffusion des politiques publiques. Pourquoi certaines politiques sont-elles diffusées d'une juridiction à l'autre ? Quelle est la forme de cette diffusion (compétition, coopération, émulation, apprentissage) ? Quels acteurs, institutions, événements favorisent leur diffusion ? Est-ce que certains domaines d'intervention publique sont plus sensibles aux influences externes ? Le thème de la diffusion fait l'objet de plus en plus d'études à l'étranger. Les études provinciales sur ce thème seraient très certainement les bienvenues. Comme nous pouvons donc le remarquer, ce ne sont pas les bonnes raisons qui manquent de vouloir mener des analyses comparées provinciales.

Bibliographie

- Abizadeh, Sohrab et John A. Gray, 1992, « Politics and Provincial Government Spending in Canada », *Canadian Public Administration / Administration publique du Canada*, vol. 35, n° 4, p. 519-533.
- Adkin, Laurie E (sous la dir. de), 2009, *Environmental Conflict and Democracy in Canada*, Vancouver, University of British Columbia Press.
- Alt, James E. et K. Alec Chrystal, 1983, *Political Economics*, Berkeley, University of California Press.

- Atkinson, Michael M. et Gerald A. Bierling, 1998, « Is There Convergence in Provincial Spending Priorities? », *Canadian Public Policy / Analyse de politiques*, vol. 24, n° 1, p. 71-89.
- Baylis, Kathy et Hartley Furtan, 2003, « Free-riding on Federalism: Trade Protection and the Canadian Dairy Industry », *Canadian Public Policy / Analyse de politiques*, vol. 29, n° 2, p. 145-161.
- Bellamy, David J., Jon H. Pammett et Donald C. Rowat (sous la dir. de), 1976, *The Provincial Political Systems. Comparative Essays*, Toronto, Methuen.
- Bernier, Ivan et André Binette, 1988, *Les provinces canadiennes et le commerce international : dynamique économique et ajustement juridique*, Québec, Centre québécois de relations internationales.
- Bernier, Luc, Keith Brownsey et Michael Howlett (sous la dir. de), 2005, *Executive Styles in Canada: Cabinet Structures and Leadership Practices in Canadian Government*, Toronto, University of Toronto Press / The Institute of Public Administration of Canada.
- Bierling, Gerald, A., Barbara Wake Carroll et Michael Rosenblatt, 2000, « Movers and Stayers: Mobility Patterns Among Senior Public Servants in Canadian Provinces », *Canadian Public Administration / Administration publique du Canada*, vol. 43, n° 2, p. 198-217.
- Bird, Richard M., 1970, *The Growth of Government Spending in Canada*, Toronto, Canadian Tax Foundation / L'Association canadienne d'études fiscales.
- Blake, Raymond B. et Jeffrey Keshen (sous la dir. de), 2006, *Social Fabric or Patchwork Quilt: The Development of Social Policy in Canada*, Toronto, University of Toronto Press.
- Boychuk, Gerard W., 2002, « Public Health-care Provision in the Canadian Provinces and American States », *Canadian Public Administration / Administration publique du Canada*, vol. 45, n° 2, p. 217-238.
- Boychuk, Gerard William, 1998, *Patchworks of Purpose: The Development of Provincial Social Assistance Regimes in Canada*, Montreal, McGill-Queen's University Press.
- Brownsey, Keith et Michael Howlett, 2001, « Introduction: The Provincial State in Canada », dans Keith Brownsey et Michael Howlett (sous la dir. de), *The Provincial State in Canada: Politics in the Provinces and Territories*, Peterborough, Broadview Press, p. 13-22.
- Brubaker, Elizabeth, 2007, *Greener Pastures. Decentralizing the Regulation of Agriculture Pollution*, Toronto, University of Toronto Press.
- Cairns, Alan C, 1972, « The Study of the Provinces: A Review Article », *B.C. Studies*, vol. 16, p. 73-82.
- Chandler, Marsha A. et William M. Chandler, 1979, *Public Policy and Provincial Politics*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson.
- Chandler, Marsha et William Chandler, 1982, « Public Administration in the Provinces », *Canadian Public Administration / Administration publique du Canada*, vol. 25, n° 4, p. 580-602.
- Chandler, William M., 1977, « Canadian Socialism and Policy Impact: Contagion from the Left? », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 10, n° 4, p. 755-780.
- Crête, Jean (sous la dir. de), 2006, *Politiques publiques : le Québec comparé*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Crête, Jean, Louis M. Imbeau et Guy Lachapelle (sous la dir. de), 1994, *Politiques provinciales comparées*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Dunn, Christopher, 1996a, « Introduction », dans Christopher Dunn (sous la dir. de), *Provinces: Canadian Provincial Politics*, Peterborough, Broadview Press, p. 9-17.
- Dunn, Christopher (sous la dir. de), 1996b, *Provinces: Canadian Provincial Politics*, Peterborough, Broadview Press.

- Dunn, Christopher, 2001, « Comparative Provincial Politics: A Review », dans Keith Brownsey et Michael Howlett (sous la dir. de), *The Provincial State in Canada: Politics in the Provinces and Territories*, Peterborough, Broadview Press, p. 441-477.
- Dunn, Christopher (sous la dir. de), 2008 [2^e éd.], *Provinces: Canadian Provincial Politics*, Toronto, University of Toronto Press.
- Dutil, Patrice (sous la dir. de), 2008, *Searching for Leadership: Secretaries to Cabinet in Canada*, Toronto, University of Toronto Press.
- Dye, Thomas R., 1966, *Politics, Economics, and the Public, Policy Outcomes in the American States*, Chicago, Rand McNally.
- Dye, Thomas R., 2002, *Understanding Public Policy*, Upper Saddle River (NJ), Prentice-Hall.
- Elkins, David J. et Richard Simeon, 1980, *Small Worlds: Provinces and Parties in Canadian Political Life*, Toronto, Methuen.
- Franzese, Robert J. Jr et Jude C. Hays, 2008, « Interdependence in Comparative Politics: Substance, Theory, Empirics, Substance », *Comparative Political Studies*, vol. 41, n° 4/5, p. 742-780.
- Gartner, Gerry T., 1977, « A Review of Cooperation Among the Western Provinces », *Canadian Public Administration / Administration publique du Canada*, vol. 20, n° 1, p. 174-187.
- Gow, James Iain, 1992, « Diffusion of Administrative Innovations in Canadian Public Administrations », *Administration & Society*, vol. 23, n° 4, p. 430-455.
- Gow, James Iain, 1994, *Learning from Others: Administrative Innovations Among Canadian Governments*, Toronto, L'Institut d'administration publique du Canada / The Institute of Public Administration of Canada.
- Gregor, Jan, 1986, *Bibliographical Guide to Canadian Government and Politics, 1968-1980. Volume 8: Provincial Governments and Politics*, Monticello, Vance Bibliographies.
- Haddow, Rodney et Thomas Klassen, 2006, *Partisanship, Globalization, and Canadian Labour Market Policy: Four Provinces in Comparative Perspective*, Toronto, University of Toronto Press.
- Harris, Stephen L., 1998, « The Politics of Financial Services Liberalization: The Case of the Canadian Investment Dealer Industry », *Policy Studies Journal*, vol. 26, n° 3, p. 526-547.
- Harrison, Kathryn, 1996, « The Regulator's Dilemma: Regulation of Pulp Mill Effluents in the Canadian Federal State », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 29, n° 3, p. 469-496.
- Harrison, Kathryn (sous la dir. de), 2006, *Racing to the Bottom? Provincial Interdependence in the Canadian Federation*, Vancouver, University of British Columbia Press.
- Hodgetts, J.E. et O.P. Dwivedi, 1974, *Provincial Governments as Employers: A Survey of Public Personnel Administration in Canada's Provinces*, Montréal / London, The Institute of Public Administration of Canada / McGill-Queen's University Press.
- Hyson, Steward (sous la dir. de), 2009, *Provincial and Territorial Ombudsman Offices in Canada*, Toronto, University of Toronto Press.
- Imbeau, Louis M., 2005, « Introduction : à la recherche de nouveaux laboratoires pour l'analyse comparée des politiques publiques », dans Louis M. Imbeau (sous la dir. de), *Politiques publiques comparées dans les États fédérés: l'Allemagne, l'Australie, le Canada, les États-Unis et la Suisse*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 17-28.
- Imbeau, Louis M. et Guy Lachapelle, 1994, « Les déterminants des politiques provinciales au Canada: synthèse des études comparatives », dans Jean Crête, Louis M. Imbeau et Guy Lachapelle (sous la dir. de), *Politiques provinciales comparées*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 1-22.

- Imbeau, Louis M., Réjean Landry, Henry Milner, François Pétry, Jean Crête, Pierre-Gerlier Forest et Vincent Lemieux, 2000, « Comparative Provincial Policy Analysis: A Research Agenda », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 33, p. 779-804.
- Imbeau, Louis M., François Pétry, Jean Crête, Geneviève Tellier et Michel Clavet, 2001, « Measuring Government Growth in the Canadian Provinces: Decomposing Real Growth and Deflator Effects », *Canadian Public Policy / Analyse de politiques*, vol. 27, n° 1, p. 39-52.
- Ip, Irene K., 1991, *Big Spenders: A Survey of Provincial Government Finances in Canada*, Toronto, C.D. Howe Institute.
- Ismael, Jacqueline S. (sous la dir. de), 1985, *Canadian Social Welfare Policy: Federal and Provincial Dimensions*, Kingston, McGill-Queen's University Press.
- James, Patrick et Jonathan Kriekhaus, 2008, « Canadian Regional Development: The Quest for Convergence », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 41, n° 1, p. 187-202.
- Jenkin, Michael, 1983, *Le défi de la coopération: la politique industrielle dans la fédération canadienne*, Ottawa, Conseil des sciences du Canada.
- Karch, Andrew, 2007, *Democratic Laboratories: Policy Diffusion Among the American States*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- King, Gary, Robert O. Keohane et Sidney Verba, 1994, *Designing Social Inquiry*, Princeton, Princeton University Press.
- Kukucha, Christopher J., 2008, *The Provinces and Canadian Foreign Trade Policy*, Vancouver, University of British Columbia Press.
- Lachapelle, Guy, 1994a, « Convergence et divergence des politiques provinciales », dans Jean Crête, Louis M. Imbeau et Guy Lachapelle (sous la dir. de), *Politiques provinciales comparées*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 149-179.
- Lachapelle, Guy, 1994b, « La croissance de l'État-providence dans les provinces canadiennes (1950-1981): analyse des déterminants », dans Jean Crête, Louis M. Imbeau et Guy Lachapelle (sous la dir. de), *Politiques provinciales comparées*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 115-148.
- Lees, Charles, 2006, « We Are All Comparativists Now: Why and How Single-country Scholarship Must Adapt and Incorporate the Comparative Politics Approach », *Comparative Political Studies*, vol. 39, n° 9, p. 1084-1108.
- Lijphart, Arend, 1971, « Comparative Politics and the Comparative Method », *American Political Science Review*, vol. 65, n° 3, p. 683-693.
- Lindquist, Evert A. (sous la dir. de), 2000, *Government Restructuring and Career Public Service in Canada*, Toronto, The Institute of Public Administration of Canada / L'Institut d'administration publique du Canada.
- Luckert, Martin K. et F.J. Salkie, 1998, « Forestry in Canada: Transitions and Emerging Policy Issues », *Canadian Public Policy / Analyse de politiques*, vol. 24, n° s2, p. 1-10.
- Lutz, James M., 1989, « Emulation and Policy Adoptions in the Canadian Provinces », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 22, n° 1, p. 147-154.
- Maslove, Allan M., Michael J. Prince et G. Bruce Doern, 1986, *Federal and Provincial Budgeting*, Toronto, University of Toronto Press.
- McArthur, Doug, 2007, « Policy Analysis in Provincial Government in Canada: From PPBS to Network Management », dans Laurent Dobuzinski, Michael Howlett et David Laycock (sous la dir. de), *Policy Studies in Canada: The State of the Art*, Toronto, The Institute of Public Administration of Canada / University of Toronto Press, p. 238-264.

- McInnes, Simon, 1977, « Improving Legislative Surveillance of Provincial Public Expenditures: the Performance of the Public Accounts Committees and Auditors General », *Canadian Public Administration / Administration publique du Canada*, vol. 20, n° 1, p. 36-86.
- Michas, Nicholas A., 1969, « Variations in the Level of Provincial-Municipal Expenditures in Canada: An Econometric Analysis », *Public Finance / Finances publiques*, vol. 24, n° 4, p. 597-613.
- Montpetit, Éric, André Blais et Martial Foucault, 2008, « What Does It Take for a Canadian Political Scientist To Be Cited? », *Social Science Quarterly*, vol. 89, n° 3, p. 802-816.
- Montpetit, Éric et William D. Coleman, 1999, « Policy Communities and Policy Divergence in Canada: Agro-environmental Policy Development in Quebec and Ontario », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 32, n° 4, p. 691-714.
- Pal, Leslie et David Taras (sous la dir. de), 1988, *Prime Ministers and Premiers: Political Leadership and Public Policy in Canada*, Scarborough, Prentice-Hall.
- Palley, Howard A., 2006, « Canadian Abortion Policy: National Policy and the Impact of Federalism and Political Implementation on Access to Services », *Publius*, vol. 36, n° 4, p. 565-586.
- Perry, Harvey J., 1989, *A Fiscal History of Canada: The Postwar Years*, Toronto, Canadian Tax Foundation.
- Pétry, François, Louis M. Imbeau, Jean Crête et Michel Clavet, 2000, « Explaining the Evolution of the Government Size in the Canadian Provinces », *Public Finance Review*, vol. 28, n° 1, p. 26-47.
- Pickup, Mark, 2006, « Globalization, Politics and Provincial Government Spending in Canada », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 39, n° 4, p. 883-917.
- Poel, Dale H., 1976, « The Diffusion of Legislation Among the Canadian Provinces: A Statistical Analysis », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 9, n° 4, p. 605-626.
- Ragin, Charles C., 1987, *The Comparative Method: Moving Beyond Qualitative and Quantitative Strategies*, Berkely, University of California Press.
- Rowat, Donald C., 1973a, « Preface to the Second Edition », dans Donald C. Rowat (sous la dir. de), *Provincial Government and Politics. Comparative Essays*, Ottawa, Department of Political Science, Carleton University, p. 5-9.
- Rowat, Donald C., 1973b, « Selected Bibliography », dans Donald C. Rowat (sous la dir. de), *Provincial Government and Politics. Comparative Essays*, Ottawa, Department of Political Science, Carleton University, p. 531-575.
- Rowat, Donald C. (sous la dir. de), 1973c, 2^e éd. [1972], *Provincial Government and Politics. Comparative Essays*, Ottawa, Department of Political Science, Carleton University.
- Rowat, Donald C. (sous la dir. de), 1981, *Provincial Policy-making: Comparative Essays*, Ottawa, Department of Political Science, Carleton University.
- Rowat, Donald C. (sous la dir. de), 1991, *Aspects of Provincial Policy-making and Administration*, Ottawa, Department of Political Science, Carleton University.
- Sancton, Andrew et Robert Young (sous la dir. de), 2009, *Foundations of Governance: Municipal Governments in Canada's Provinces*, Toronto, L'Institut d'administration publique du Canada / The Institute of Public Administration of Canada et University of Toronto Press.
- Sasaki, Masamichi, 2004, « Comparative Research », dans Michael S. Lewis-Beck, Alan Bryman et Tim Futing Liao (sous la dir. de), *The Sage Encyclopedia of Social Science Research Methods*, Thousand Oaks, Sage Publications.
- Shoyama, T.K., 1966, « Public Services and Regional Development in Canada », *Journal of Economic History*, vol. 26, n° 4, p. 498-513.

- Skogstad, Grace, 1987, « State Autonomy and Provincial Policy-making: Potato Marketing in New Brunswick and Prince Edward Island », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 20, n° 3, p. 501-523.
- Tellier, Geneviève, 2005, *Les dépenses des gouvernements provinciaux : l'influence des partis politiques, des élections et de l'opinion publique sur la variation des budgets publics*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Tellier, Geneviève, 2009, « Les déterminants des recettes fiscales des gouvernements provinciaux canadiens : une étude empirique », *Canadian Public Administration / Administration publique du Canada*, vol. 52, n° 4, p. 591-612.
- Théret, Bruno, 2002, *Protection sociale et fédéralisme : l'Europe dans le miroir de l'Amérique du Nord*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- Vining, Aidan R., 1983, « Provincial Ownership of Government Enterprise in Canada », *Annals of Public and Cooperative Economy*, vol. 54, n° 1, p. 35-55.
- Wallner, Jennifer, 2008, « Legitimacy and Public Policy: Seeing Beyond Effectiveness, Efficiency, and Performance », *Policy Studies Journal*, vol. 36, n° 3, p. 421-443.
- White, Graham, 2005, *Cabinets and First Ministers*, Vancouver, University of British Columbia Press.